

Genève, le 10 avril 1931.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONFÉRENCE EUROPÉENNE
SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE

(Genève, 16 au 30 mars 1931)

CONVENTION SUR LE RÉGIME FISCAL
DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS

(avec Protocole annexe)

LEAGUE OF NATIONS

EUROPEAN CONFERENCE ON ROAD TRAFFIC

(Geneva, March 16th-30th, 1931)

CONVENTION ON THE TAXATION
OF FOREIGN MOTOR VEHICLES

(with Protocol-Annex)

Série de Publications de la Société des Nations

VIII. COMMUNICATIONS ET TRANSIT

1931. VIII. 8.



CONVENTION SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS

Les Hautes Parties contractantes,

Désireuses de faciliter la circulation internationale des automobiles;

Considérant qu'une exonération fiscale aussi étendue que possible des véhicules automobiles étrangers présenterait à cette fin un intérêt essentiel,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

.....

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article premier.

Les véhicules automobiles immatriculés dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui circulent temporairement sur le territoire d'une autre, sont exemptés, dans les conditions précisées par les articles ci-après, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles dans tout ou partie du territoire de cette dernière Haute Partie contractante. Cette exemption ne s'étend pas aux impôts ou taxes de consommation.

Sont toutefois exclus de la présente Convention les véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

Article 2.

L'exonération établie par l'article premier est accordée, dans le territoire de chaque Haute Partie contractante, pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans ce territoire dans le délai d'un an; ce délai est compté, jour pour jour, à partir de la date de la délivrance du carnet fiscal visé à l'article 3.

Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

Pour le calcul des impôts et taxes afférents à la partie du séjour dépassant la durée de l'exonération, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui appliqué aux véhicules immatriculés dans le territoire où les impôts et taxes sont prélevés.

Article 3.

Pour bénéficier de l'exonération visée aux articles précédents, le véhicule doit être muni d'un carnet fiscal international établi d'après le modèle figurant en annexe à la présente Convention et délivré par l'autorité compétente du territoire d'immatriculation ou par un organisme habilité à cet effet par ladite autorité.

Le carnet est présenté pour visa aux bureaux de douane frontière à l'entrée et à la sortie du territoire de la Haute Partie contractante intéressée.

CONVENTION ON THE TAXATION
OF FOREIGN MOTOR VEHICLES.

The High Contracting Parties,

Being desirous of facilitating international motor traffic,

Considering that as wide an exemption as possible of foreign motor vehicles from taxation is of essential importance for this purpose,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

.....

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

When a motor vehicle registered in the territories of one of the High Contracting Parties circulates temporarily in the territories of another, it shall, under the conditions laid down in the following articles, be exempted from the taxes or charges levied on the circulation or possession of motor vehicles in the territories of that High Contracting Party or in any part of those territories. This exemption shall not include taxes or charges on consumption.

The present Convention shall not, however, apply to vehicles used for the public carriage of passengers for hire or reward, or for the conveyance of goods.

Article 2.

The exemption provided by Article 1 shall be granted in the territories of each High Contracting Party for one or more periods of stay totalling in all ninety days passed in those territories within a period of one year. This latter period shall be reckoned from the day of the issue of the fiscal permit provided for in Article 3 to the corresponding day in the following year.

In calculating the period of exemption, each day shall be reckoned from midnight to midnight, every fraction of a day counting as a whole day. The day of exit shall, however, not be counted when the day of entry and the day of exit are separated by a period of more than one day.

In calculating the taxes and charges payable for the part of the stay which is in excess of the period of exemption, treatment shall be accorded not less favourable than that granted to vehicles registered in the territories in which the charges and taxes are levied.

Article 3.

In order to claim the benefit of the exemptions provided in the preceding articles, the vehicle must be furnished with a fiscal permit drawn up in the form set out in the Annex to the present Convention and issued by the competent authority of the territory of registration or by some organisation designated for the purpose by that authority.

The permit shall be presented for endorsement at the frontier Customs offices on arrival in and departure from the territories of the High Contracting Party concerned.

S.d.N. 2.155 + 120 4/31. Imp. Kundig.

4958294

Article 4.

Lorsqu'un véhicule entré dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes sous le couvert d'un carnet fiscal en sort sans que le visa de sortie ait été apposé et sans qu'on puisse établir la date de sortie, ce carnet peut être considéré comme sans valeur dans ledit territoire.

Article 5.

Le carnet fiscal est valable durant un an à partir de la date de sa délivrance. Si le véhicule change de propriétaire ou de détenteur, ou si le numéro d'immatriculation en est changé, les modifications nécessaires sont apportées au carnet par l'autorité compétente ou par l'organisme habilité par celle-ci.

Avant l'expiration de la durée de validité susindiquée, il ne peut pas être délivré, pour le même véhicule, un nouveau carnet, hormis le cas d'immatriculation dans le territoire d'une autre Haute Partie contractante. Il n'est jamais fourni de duplicata d'un carnet fiscal.

Article 6.

En matière de péages ou autres rétributions analogues payables sur place, les véhicules visés au premier alinéa de l'article premier ne seront pas traités moins favorablement que les véhicules immatriculés dans le territoire où ces péages ou rétributions sont perçus.

Article 7.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et si ce différend ne peut être réglé directement entre les Parties, le différend peut être soumis pour avis consultatif à la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires mentionnés dans ladite déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification, six mois après réception de cette notification par le Secrétaire général.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, après l'expiration du délai de deux ans mentionné dans l'article 17, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer, ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 10 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 9.

Les interprétations et réserves figurant au Protocole Annexe ci-joint sont adoptées et auront même force, valeur et durée que la présente Convention.

Article 10.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra, jusqu'au 30 septembre 1931, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence qui a établi cette Convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Article 4.

When a vehicle which has entered the territories of one of the High Contracting Parties under cover of a fiscal permit leaves those territories without an exit visa having been stamped on the permit and without its being possible to establish the date of exit, that permit may be treated in those territories as having no further validity.

Article 5.

The fiscal permit shall be valid for one year from the date of its issue. Should the vehicle to which the permit relates pass into the hands of a new proprietor or possessor, or should the registration number be changed, the necessary modifications shall be made in the permit by the competent authority or by some organisation designated for the purpose by that authority.

No new permit may be issued for the same vehicle before the expiration of the period of validity indicated above, except in the event of the vehicle's becoming registered in the territories of another High Contracting Party. No duplicate copy of the permit may in any event be issued.

Article 6.

As regards tolls or other similar charges payable on the spot, the vehicles referred to in the first paragraph of Article 1 shall be treated not less favourably than vehicles registered in the territories in which the tolls or charges are levied.

Article 7.

Should a dispute arise between any two or more High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute not be settled directly between the Parties, it may be submitted to the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit of the League of Nations for an advisory opinion.

Article 8.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates and overseas territories, or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of two years mentioned in Article 17, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and overseas territories or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League of Nations and non-member States mentioned in Article 10 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 9.

The interpretations and reservations set out in the Protocol-Annex attached hereto shall be adopted and shall have the same force, effect and duration as the present Convention.

Article 10.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date.

Until September 30th, 1931, it may be signed on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State represented at the Conference which drew up this Convention or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 11.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article 10.

Article 12.

A partir du 1^{er} octobre 1931, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 10.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Article 13.

Chaque Haute Partie contractante peut subordonner l'effet de ses ratifications ou de son adhésion aux ratifications ou adhésions d'un ou plusieurs Membres de la Société des Nations ou Etats non membres désignés par elle dans l'instrument de ratification ou adhésion.

Article 14.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de ratifications ou adhésions données au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Les ratifications ou adhésions dont l'effet est soumis aux conditions prévues à l'article précédent ne seront pas comptées dans ce nombre jusqu'à ce que ces conditions soient remplies.

Article 15.

Les ratifications ou adhésions qui interviendront après l'entrée en vigueur de la Convention produiront leurs effets six mois, soit après la date de leur réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, soit après la date à laquelle les conditions visées à l'article 13 se trouvent remplies.

Article 16.

Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant deux ans, la revision pourra être demandée à toute époque par trois au moins des Hautes Parties contractantes.

La demande visée à l'alinéa précédent serait adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui la notifierait aux autres Hautes Parties contractantes et en informerait le Conseil de la Société des Nations.

Article 17.

Après l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations qui en informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés à l'article 10.

La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'au regard du Membre de la Société ou de l'Etat non membre au nom duquel elle aura été effectuée.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société et Etats non membres liés par les dispositions de la présente Convention est réduit à un nombre inférieur à cinq, la Convention cessera d'être en vigueur.

Article 11.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League of Nations and non-member States referred to in Article 10.

Article 12.

As from October 1st, 1931, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State referred to in Article 10.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and non-member States referred to in that article.

Article 13.

Each High Contracting Party may render his ratification or accession conditional on the ratification or accession of any one or more Members of the League of Nations or non-member States named in the instrument of ratification or accession.

Article 14.

The present Convention shall come into force six months after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of five Members of the League of Nations or non-member States. No ratification or accession to which any conditions are attached in accordance with the preceding article shall count for this purpose until those conditions are fulfilled.

Article 15.

Each ratification or accession received after the entry into force of the Convention shall take effect six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations or six months after the fulfilment of the conditions attached to it in accordance with Article 13, as the case may be

Article 16.

Revision of the present Convention may be requested by not less than three High Contracting Parties at any moment after it has been in force for a period of two years.

The request mentioned in the preceding paragraph shall be addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the other High Contracting Parties and inform the Council of the League of Nations of the request made.

Article 17.

After the expiration of two years from the date of its entry into force, the present Convention may be denounced by any High Contracting Party.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League of Nations and non-member States referred to in Article 10 of the denunciation made.

The denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General and shall operate only in respect of the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been made.

If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of the Members of the League or non-member States which are bound by the provisions of the present Convention is reduced to less than five, the Convention shall cease to be in force.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

IN FAITH WHEREOF, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève, le trente mars mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 10.

DONE at Geneva, the thirtieth day of March, nineteen hundred and thirty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and non-member States referred to in Article 10.

BELGIQUE

BELGIUM

J. DE RUELLE

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour les colonies et territoires sous mandat ¹.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toute partie de l'Empire britannique non Membre séparé de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or overseas territories or territories under suzerainty or mandate. ²

P. C. FRANKLIN.

DANEMARK

DENMARK

E. SIMONI

VILLE LIBRE DE DANTZIG

FREE CITY OF DANZIG

ad referendum

Dr. RASINSKI

ITALIE

ITALY

C. DE CONSTANTIN

¹ Translation: Subject to subsequent accession on behalf of the colonies and mandated territories.

² Traduction: Je déclare que ma signature ne s'applique pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

LUXEMBOURG

LUXEMBURG

Ch. G. VERMAIRE

PAYS-BAS

THE NETHERLANDS

F. SCHÖNFELD
M. L. MEIJERS

POLOGNE

POLAND

Dr. RASINSKI

SUISSE

SWITZERLAND

ROTHMUND.
HÄUSERMANN.
RATZENBERGER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

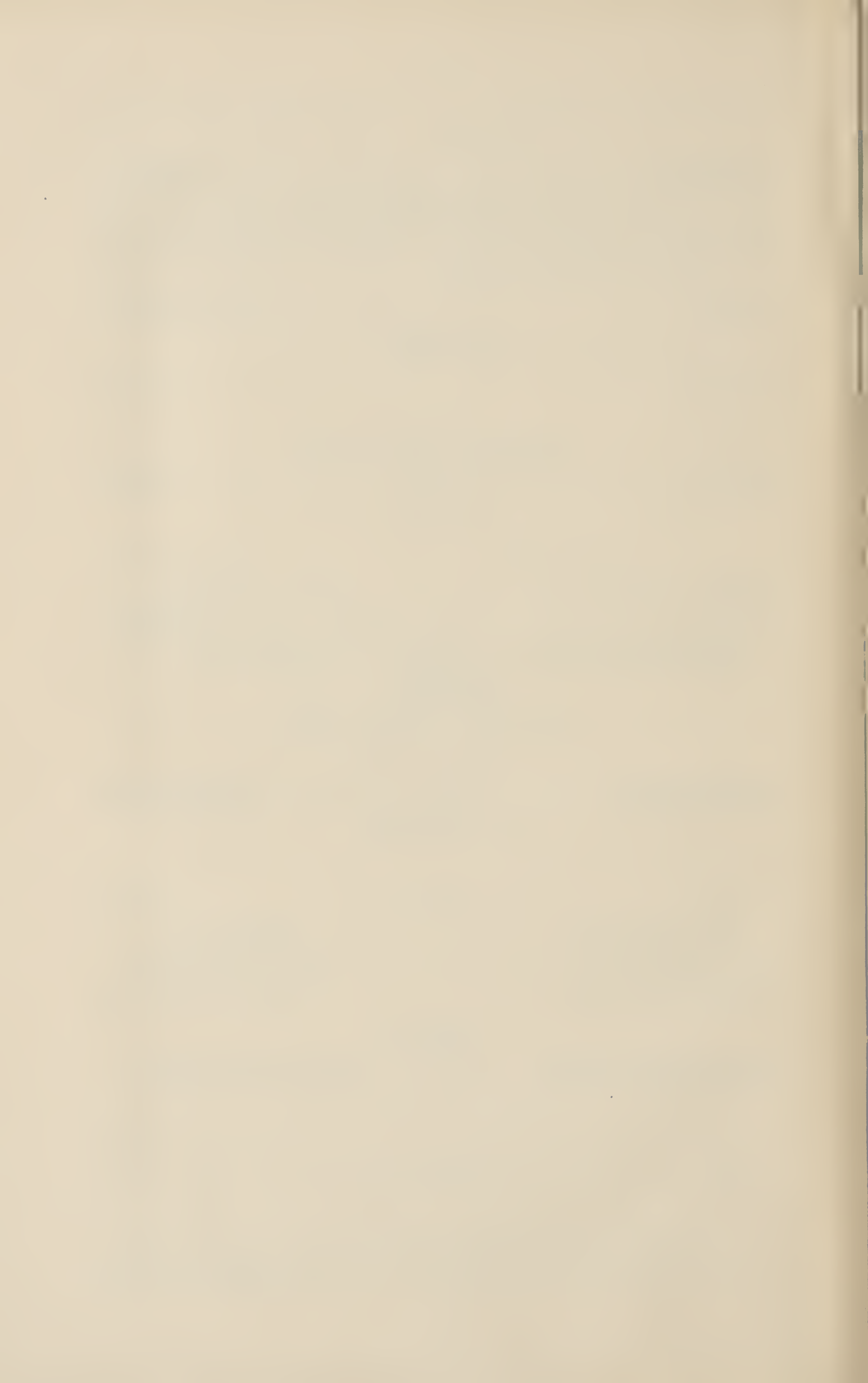
Ing. Václav ROUBÍK

Copie certifiée conforme.
Pour le Secrétaire général:

Certified true copy.
For the Secretary-General:

Conseiller juridique du Secrétariat.

Legal Adviser of the Secretariat.



PROTOCOLE ANNEXE.

PROTOCOL-ANNEX.

I. *Ad Article 2.*

Il est entendu que la Suisse, tout en laissant aux autres Hautes Parties contractantes la faculté d'appliquer vis-à-vis d'elle le système de la présente Convention, pourra continuer à appliquer le système actuellement en vigueur sur son territoire d'une exemption pour quatre-vingt-dix jours consécutifs renouvelable à chaque entrée. Au cas où cette période d'exonération serait dépassée, l'impôt y afférent pourra être prélevé conformément à la législation suisse.

Si la Suisse était amenée à introduire le système de la présente Convention, il serait bien entendu qu'elle serait tenue de prélever l'impôt suivant les dispositions de cette Convention.

II. *Ad Article 3.*

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prescrire l'accomplissement des formalités prévues au dernier alinéa de l'article 3 dans un bureau frontière autre que le bureau de douane.

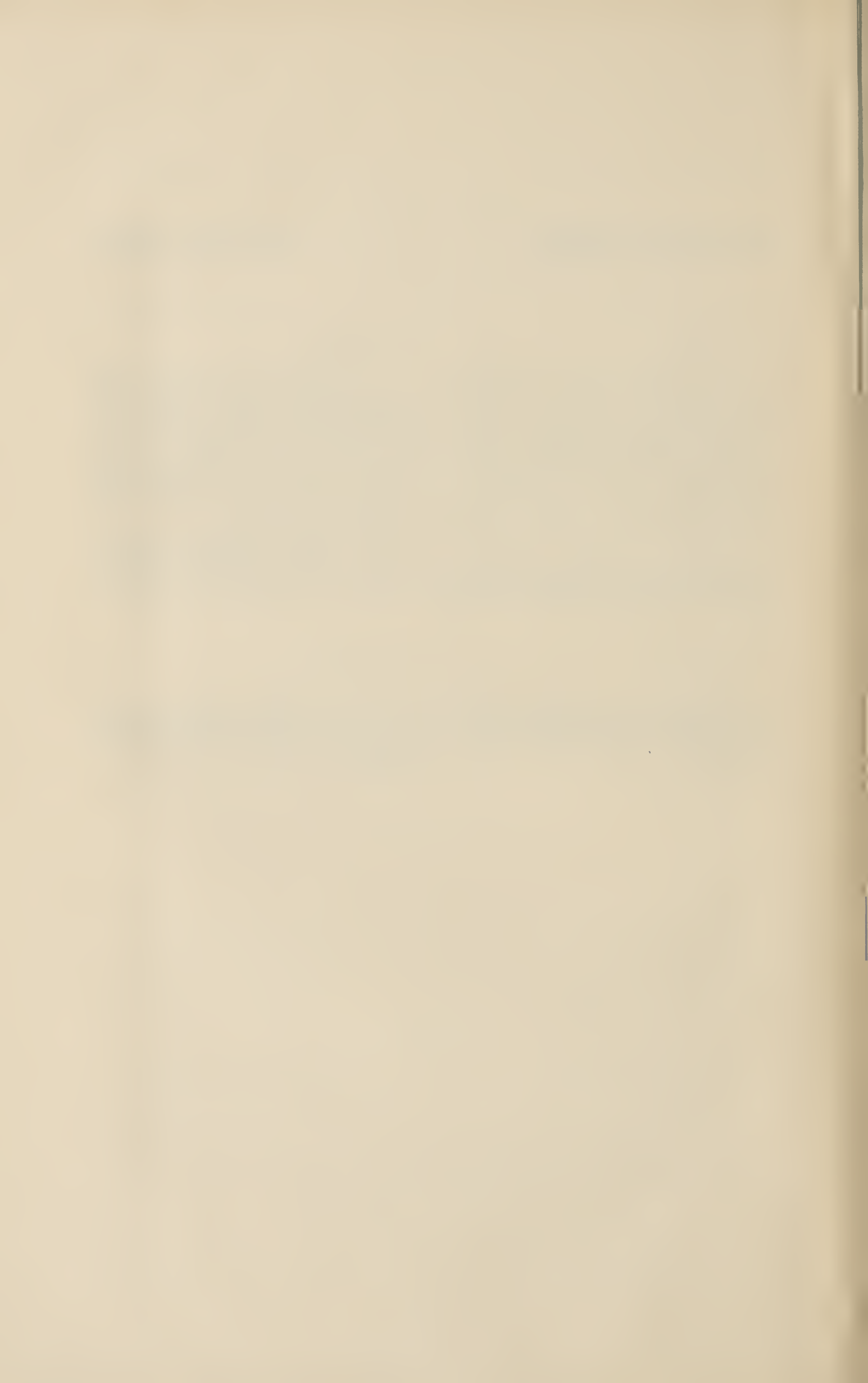
I. *Ad Article 2.*

It is understood that Switzerland may, while recognising the right of the other High Contracting Parties to apply the regime of the present Convention as between themselves and Switzerland, continue the system at present in force on Swiss territory of periods of 90 days' exemption renewable at each separate entry. In the event of this period of exemption being exceeded, the tax in respect of it may be levied in conformity with Swiss law.

Should Switzerland decide to apply the system of the present Convention, it is understood that she will be under an obligation to levy the tax in accordance with its provisions.

II. *Ad Article 3.*

The High Contracting Parties reserve the right to require that the formalities provided for in the last paragraph of Article 3 shall be carried out at some frontier office other than a Customs office.



ANNEXE A LA CONVENTION
SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS

MODÈLE DE CARNET FISCAL INTERNATIONAL

Ce carnet est libellé dans la langue ou les langues officielles du pays qui le délivre. La couverture, de couleur bleu clair, portera traduction, dans chacune des langues des Hautes Parties contractantes, de ces mots : « Carnet fiscal international ».

Les indications manuscrites portées sur ce carnet doivent au moins être écrites en caractères latins ou en cursive, dite anglaise.

Ce carnet contient 48 pages numérotées.

Le format est celui du modèle ci-joint (environ 135 mm. × 218 mm.)

ANNEX TO THE CONVENTION
ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES.

MODEL OF INTERNATIONAL FISCAL PERMIT.

This permit is drawn up in the official language or languages of the country of issue. The cover, pale blue in colour, shall bear a translation into each of the languages of the High Contracting Parties, of the words: "International Fiscal Permit".

Entries in writing on the permit shall be written in Latin characters or in English cursive hand, but may, in addition, be written in other characters.

This permit contains 48 numbered pages.

The format is that of the model attached hereto (approximately $5 \frac{5}{16} \times 8 \frac{9}{16}$ inches).

(Couverture.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

N°

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENÈVE DU
30 MARS 1931.

(Cover.)

[Name of Country.]

INTERNATIONAL FISCAL PERMIT

No.

INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT GENEVA ON
MARCH 30TH, 1931.

(Couverture.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

N°

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENÈVE DU
30 MARS 1931.

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

N°

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENÈVE DU 30 MARS 1931.

Le présent carnet est délivré en vue de l'exemption des impôts ou taxes de circulation ou de détention accordée aux véhicules automobiles pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans chacun des pays auxquels s'applique ladite Convention. Ce carnet n'est valable que pendant un an à compter de la date de sa délivrance.

Le présent carnet fiscal a été délivré à *

demeurant à **

pour le véhicule automobile dont le signalement est le suivant:

Genre du véhicule (1)

Marque du châssis (2)

Numéro du châssis (3)

Numéro du moteur (4)

Numéro d'immatriculation figurant sur les plaques du pays qui délivre le carnet (5)

Lieu et date de délivrance:, le (9)

Cachet de l'autorité.

..... ***

..... ****

* Nom et prénoms du propriétaire ou détenteur.

** Ville, rue, numéro.

*** Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.

**** Visa de l'autorité.

(Page 2.)

Le présent carnet est valable dans tous les pays mentionnés ci-dessous pendant un an à partir du jour de sa délivrance. *Avant l'expiration de ce délai, il ne peut être délivré, pour le même véhicule, ni nouveau certificat ni duplicata.*

LISTE DES PAYS.



CHANGEMENT DE PROPRIÉTAIRE OU DE DÉTENTEUR.

M. (1)

demeurant à (2)

est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré.

Cachet de
l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)

demeurant à (2)

est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré.

Cachet de
l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)

demeurant à (2)

est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré.

Cachet de
l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)

demeurant à (2)

est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré.

Cachet de
l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

(1) Nom et prénoms du nouveau propriétaire ou détenteur.

(2) Ville, rue, numéro.

(3) Lieu et date.

(4) Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.

CHANGEMENT DE NUMÉRO D'IMMATRICULATION.

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu le nouveau
numéro d'immatriculation:

Cachet de
l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu le nouveau
numéro d'immatriculation:

Cachet de
l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu le nouveau
numéro d'immatriculation:

Cachet de
l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu le nouveau
numéro d'immatriculation:

Cachet de
l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

(1) Lieu et date.

(2) Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

..... (Nom du pays visité.)

Entrée ou sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					

Voir suite, page N°

Note : Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

(Pages 6 et suivantes.)

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

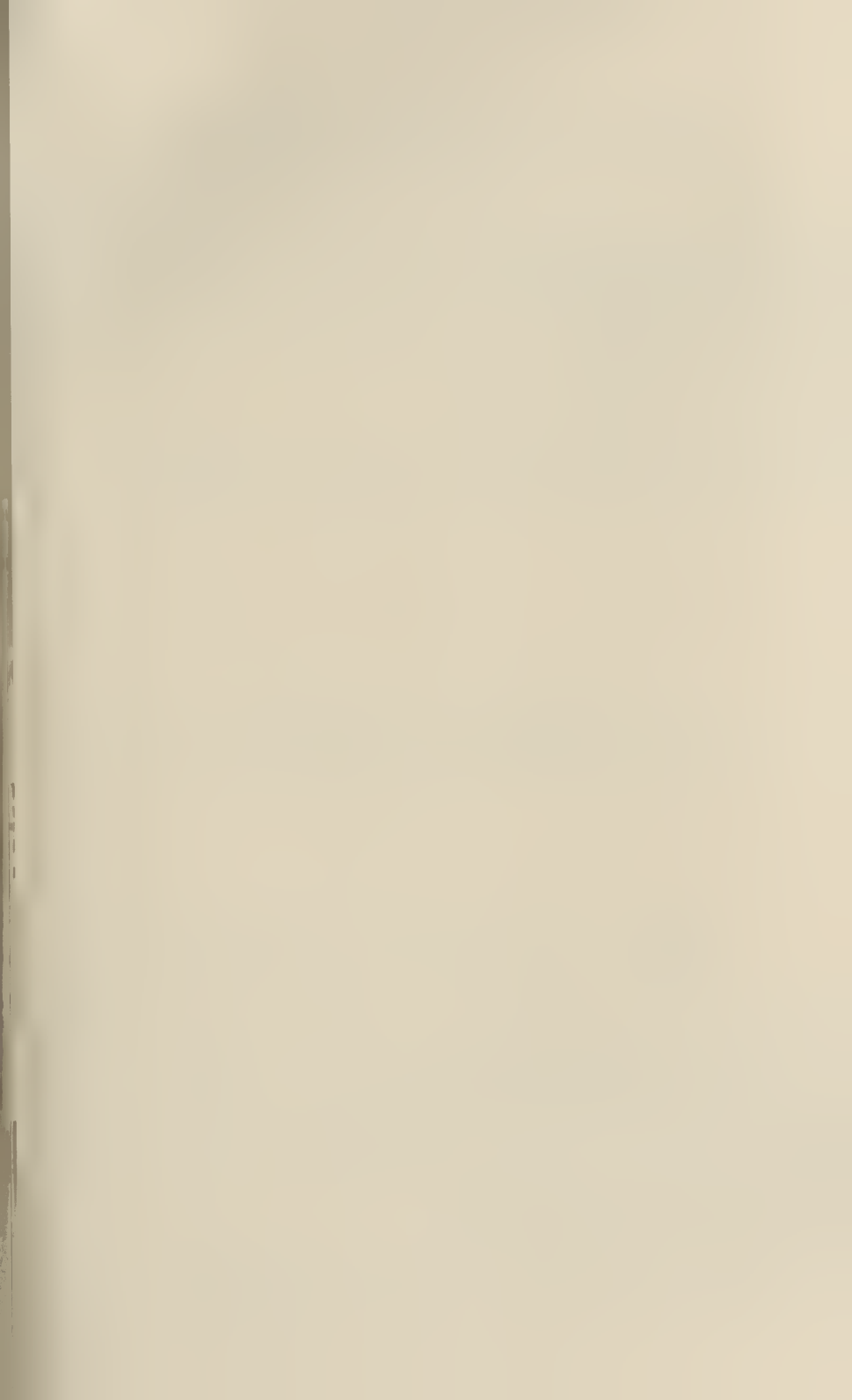
..... (Nom du pays visité.)

Entrée ou sortie	Date	Nombre de jours à décompter	Total des jours à décompter depuis la première entrée	Signature de l'agent qualifié ou cachet du bureau	
				Entrée	Sortie
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					

Voir suite, page N°







(Cover.)

[Name of Country.]

INTERNATIONAL FISCAL PERMIT

No.

INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT GENEVA ON
MARCH 30TH, 1931.

[Name of Country.]

INTERNATIONAL FISCAL PERMIT

No.

INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT GENEVA ON
MARCH 30th, 1931.

The present permit is issued with a view to the exemption from taxes or charges on the circulation or possession of motor vehicles granted for one or more periods of stay representing a total period of not more than ninety days spent in each of the countries to which the said Convention applies. The permit is only valid for one year from the date of issue.

The present fiscal permit is issued to *
living at **
for the motor vehicle with the following description:

- Type of vehicle (1)
- Make of chassis (2)
- Number of chassis (3)
- Number of engine (4)
- Registration number on the plates of the country issuing the permit (5)
- Place and date of issue (6)

Stamp of authority.

..... ***
..... ****

- * Christian names and surname of the owner or possessor.
- ** Town, street, number.
- *** Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.
- **** Visa of authority.

(Page 2.)

The present permit is valid in all the countries mentioned below for one year from the date of its issue. *Before the expiration of this period, no new certificate or duplicate copy can be issued for the same vehicle.*

LIST OF COUNTRIES.



CHANGE OF OWNER OR POSSESSOR.

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the present permit has been issued.

(At) (date) (3)

Stamp of
authority.

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the present permit has been issued.

(At) (date) (3)

Stamp of
authority.

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the present permit has been issued.

(At) (date) (3)

Stamp of
authority.

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the present permit has been issued.

(At) (date) (3)

Stamp of
authority.

..... (4)

(1) Christian names and surname of the owner or possessor.

(2) Town, street, number.

(3) Place and date.

(4) Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.

CHANGE OF REGISTRATION NUMBER.

The vehicle in respect of which this permit is issued has received the following new registration number:

Stamp of authority.

(At) (date) (1)

..... (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received the following new registration number:

Stamp of authority.

(At) (date) (1)

..... (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received the following new registration number:

Stamp of authority.

(At) (date) (1)

..... (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received the following new registration number:

Stamp of authority.

(At) (date) (1)

..... (2)

(1) Place and date.

(2) Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.

ENTRANCE AND EXIT VISAS.

..... (Name of country visited)

Entrance or exit	Date	Number of days to be counted	Total number of days to be counted since first entrance	Signature of competent official or stamp of office	
				Entrance	Exit
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					

For continuation, *vide* page No.

Note: In calculating the period of exemption, each day shall be reckoned from midnight to midnight, every fraction of a day counting as a whole day. The day of exit shall, however, not be counted when the day of entry and the day of exit are separated by a period of more than one day.

(Pages 6 and following.)

..... (Name of country visited)

Entrance or exit	Date	Number of days to be counted	Total number of days to be counted since first entrance	Signature of competent official or stamp of office	
				Entrance	Exit
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					

For continuation, *vide* page No.





